

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 114/2021

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n° 5 du règlement de consultation

المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2021/114

في يوم 01 يونيو 2021 على الساعة الثانية عشرة و النصف صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) .. الدار البيضاء ، فتح الأطراف المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لأجل عقد صفقة قابلة للتجديد للصيانة متددة التناقصات، بما في ذلك مواد المستهلكة، قطع الغيار و اليد العاملة، للوحدات المتنقلة للتكوين التابعة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بمديرية التكوين واللوجستيك الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) .. الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة : www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

وتبلغ الضمانة المؤقتة أربعون ألف (40 000,00) درهم

الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ مليون وأربعمئة وواحد وتسعون ألفاً ومئتان وخمسة وثلاثين درهم (1 491 235,00) مع احتساب جميع الرسوم

زيارة الموقع غير الزامية لفائدة المترشحين بتاريخ: 19 ماي 2021 على الساعة الحادية عشرة صباحا وذلك بالوحدة المتنقلة للتكوين رقم 14 الكائنة بسيدي علال البحراوي بمركز التكوين التابع لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاضع بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بمديرية التكوين واللوجستيك الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأطراف.
- إما إيداع أظرفتهم إلكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد و المالية رقم 14-20 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالبعة 1435 المتعلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية.

إن الرشتان المذبة الواجب الإدلاء بها هي تلك المنزرة في المادة 5 من نظام الإستشارة.



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

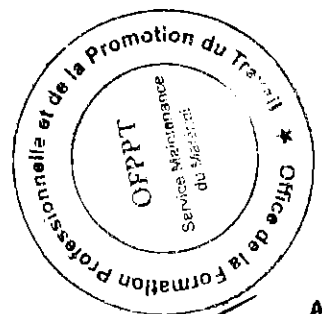
Dossier d'Appel d'Offres Ouvert sur offres de prix

N°184/ 2021

Financement : Projet OFPPT hors coopérations

OBJET :

La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

.....

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix ayant pour objet : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT.

Il est établi en vertu des dispositions des **article 7 « Marché reconductible »**, de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

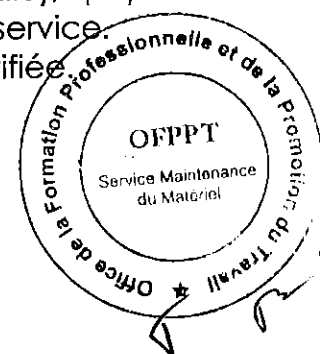
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT on entend par :

1. **Attributaire** : Concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
2. **Autorité compétente** : L'ordonnateur ou la personne déléguée (sous ordonnateur) par lui pour approuver le marché ;
3. **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
4. **Groupement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés de l'OFPPT ;
5. **Maître d'ouvrage** : Entité de l'office (centrale, régionale ou locale), qui passe le marché avec l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de service.
6. **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.



ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle ci-joint.
- b) L'Original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

N.B : - Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).

- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.



- Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.
- 2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :
 - a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux (b) et (c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

 - d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Pour, les concurrents non installés au Maroc :

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Le dossier technique comprend :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles (chaudronnerie, construction métallique, carrosserie ou réparation des véhicules). Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation.



Chaque soumissionnaire doit présenter au moins une attestation de référence d'un montant supérieur ou égale à 500 000 DH TTC durant la période 2016 et postérieur.

ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa a) du A-1 de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7-1 : les dossiers administratif, technique et additifs prévus à l'article 5 ci-dessus ;

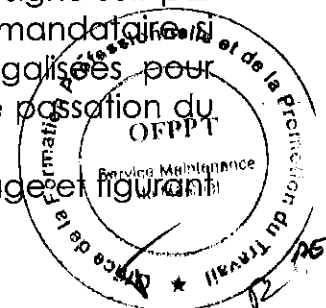
7.2 L'offre financière qui comprend :

- a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

- ↳ Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire, celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- b) le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant



dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

1. La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits) ;
2. Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres ;
3. Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

7.3 Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

7.4 L'offre technique :

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser la prestation selon une procédure technique avantageuse. L'évaluation de la qualité technique se fera sur la base :

a- **Liste des intervenants** affectés à la réalisation de la prestation :

Pour l'équipe permanente du projet (au minimum) :

- 01 Chef de projet : Ingénieur avec 2 ans d'expérience ou plus ou un technicien avec 5 ans d'expérience ou plus ;
- 02 opérateurs au minimum : Techniciens (bac +2) ou techniciens avec une confirmation par attestation de la société ou une autre qu'il dispose des compétences requises dans le cadre de l'AO.
- Copie certifiée conforme à l'original des diplômes ;
- CV détaillé pour l'équipe permanente du projet signé par l'intéressé et cacheté par l'entreprise ;

b- **Méthodologie** :

Elle doit détailler les différentes ressources, étapes et tâches nécessaires pour la réalisation des prestations demandées.

c- **Planning** :

Planning de réalisation et le chronogramme détaillés par mission pour la réalisation des prestations dans le délai exigé dans le CPS.

N.B : Il est à noter qu'en cas d'indisponibilité des intervenants, ils ne peuvent être remplacés que par d'autres personnes dont le profil est équivalent et après approbation de l'O.F.P.P.T.

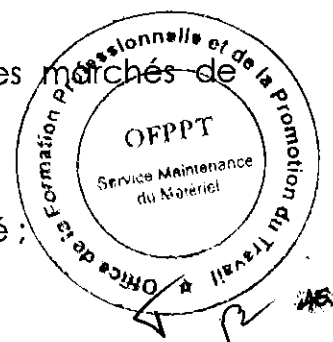
ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

ARTICLE 9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;



- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 10 : VISITE DES LIEUX

Une visite des **lieux non obligatoire** à l'une des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT sera organisée par le maître d'Ouvrage pour permettre aux candidats de connaître parfaitement les difficultés techniques inhérentes au projet. La date et le lieu de cette réunion sont indiqués dans l'avis d'appel d'offres.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

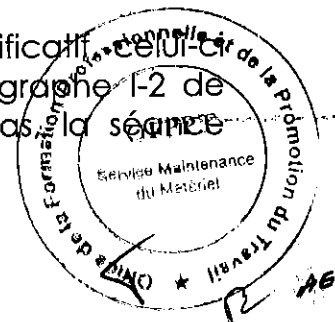
Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai



Minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis.

La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPT :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
4. L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- a) La **première enveloppe** comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif et le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

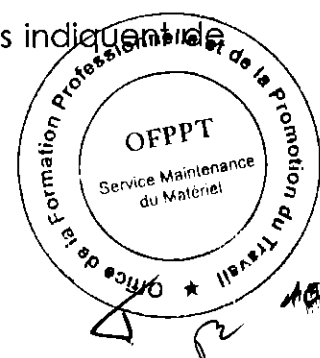
Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif, technique et additif » ;

- b) La **deuxième enveloppe** comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;

- c) La **troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b, et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.



ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction des Approvisionnements et Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS

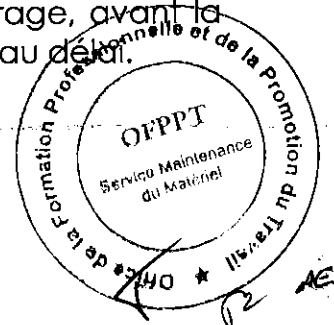
Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement des marchés de l'OFPPT, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'OFPPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.



ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39 et 40 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.

Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :

- Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins une attestation de références, conformes aux prescriptions de l'article 5-alinéa B-2 du présent règlement de consultation, se rapportant à des prestations de la même famille, de celles objet du présent appel d'offres (Réparation ou fabrication des véhicules, construction industriel, etc...), et réalisées au cours des années 201- et postérieur.
- Aussi, il est précisé qu'en cas d'attestation délivrée par un groupement, celles-ci seront appréciées pour la quote-part réalisée par le (s) concurrent(s) ou à défaut de renseignement, pour part égale du montant globale de l'attestation.

Les offres techniques seront évaluées comme suit :

1-Moyens humains : N1/50

N.B : Le non-respect de la composition (profil, nombre) minimale exigée est éliminatoire ;



Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points	
Chef de projet ayant un diplôme d'ingénieur avec 2 ans d'expérience ou un technicien spécialisé, ayant minimum 5 ans d'expérience	Pour le chef de projet et techniciens spécialisés : Copie certifiée conforme à l'original des diplômes ; -CV détaillé pour l'équipe du projet signé par l'intéressé et cacheté par l'entreprise ;	Max 30 pts	1 points pour chaque année d'expérience
02 Opérateurs minimum : -Technicien (bac +2) ayant minimum 2 ans d'expérience Ou Technicien avec une confirmation par attestation d'une société, dans laquelle (ou pour le compte de laquelle) il a exercé des travaux similaires, qu'il dispose des compétences requises dans le cadre de cet AO.+	-Copie certifiée conforme de la liste des assurés déclarés au titre du dernier mois disponible (selon le dispositif en vigueur à la CNSS) et faisant ressortir les identifiants de l'ensemble des membres de l'équipes proposée. -Pour les techniciens de la société : copie certifiée conforme de l'attestation des compétences requises dans le cadre de cet AO.	Max 20 pts	

2-Méthodologie : N2/40

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points	
Définition des prestations à réaliser par mission	Plan de travail, méthodologies proposées et maîtrise du contexte, qui doivent contenir la démarche, les méthodes...	10 pts : Peu Développée/non pertinente 20pts : Développée/moyennement pertinente 30 pts : Bien Développée/pertinente 40 pts : Excellente	Max 40 points

3-Planning : N3/10

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points	
Planning de réalisation et le chronogramme détaillé par mission et les ressources à affecter	Planning de mise en œuvre et le chronogramme d'affectation des ressources humaines par mission	0 points Incohérent 10 points cohérent	Max 10 points

*** Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, en cas de besoin, la véracité des informations contenues dans les CV : diplômes, expériences, ...**

A ce titre, il est à noter que : **NT= N1+N2 +N3**

- 1) Lors de l'évaluation des offres techniques, la commission de jugement des offres attribue une note « N_T » à chaque concurrent sur un score maximum de **100 points**, conformément à la grille d'évaluation sus indiquée.
- 2) Seuls les concurrents ayant obtenu une **note technique N_T supérieure à 70 points** seront retenus pour l'étape suivante.

La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres proposées.

Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et leur offre technique.

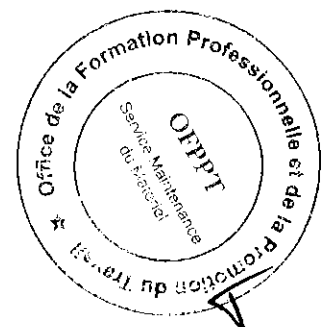


Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issu de l'examen des dossiers administratifs et techniques, de l'offre technique et **de l'offre financière la moins-disante.**

NB : En application des dispositions de l'article 27 du règlement des marchés l'O.F.P.T précité, les corrections des erreurs arithmétiques s'effectueront de la manière suivante :

- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

<p>Établi par :</p> <p>TERRAS Mohamed Amine</p> <p><i>AM</i></p> <p>Chef de Service Maintenance</p> <p>22/04/2021</p> <p>Chef de Division Maintenance</p> <p>Zakaria BEKKAR</p> <p>22/04/2021</p>	<p>Vérifié par le Service des Marchés :</p> <p><i>Ach</i></p> <p>Service des Marchés</p> <p>Ministère de la Formation Professionnelle et du Travail</p>
<p align="center">Le maître d'ouvrage</p> <p align="center">Directeur de l'Approvisionnement</p> <p align="center">et la logistique</p> <p align="center"><i>[Signature]</i></p> <p align="center">Ministère de l'Énergie et des Ressources</p> <p align="center">Ministère de l'Énergie et des Ressources</p> <p align="center">Ministère de l'Énergie et des Ressources</p>	



MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°...../2021 du

Objet : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT

Passé en application des article 7 « Marché reconductible », de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (2) n° de patente (2) Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

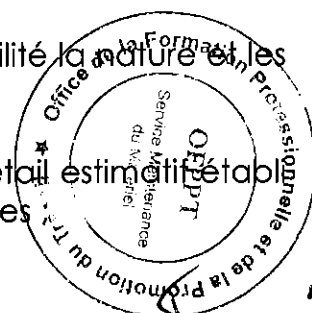
b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de: adresse du siège social de la société adresse du domicile élu affiliée à la CNSS sous le n° (2) et (3) inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (2) et (3) n° de patente (2) et (3) Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE) En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres



2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant total hors T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA : (en pourcentage)
- Montant de la T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- Montant total T.V.A. comprise :.....(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

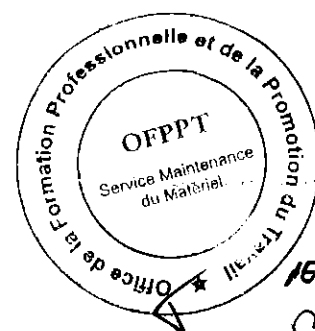
(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles



MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix.

Objet : : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :.....

Affilié à la CNSS sous le n° :..... (1)

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°

..... (1) n° de patente..... (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB) ouvert auprès.....

Identifiant Commun de l'Entreprise : n° (ICE)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:.....

Adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(1)

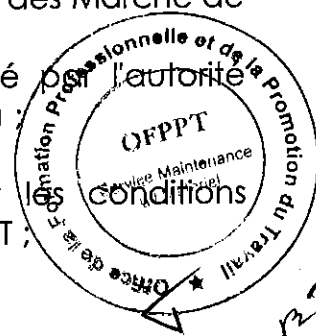
N° de patente.....(1)

N° du compte (RIB) ouvert auprès(localité)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

- Déclare sur l'honneur :

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marché de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014);
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;

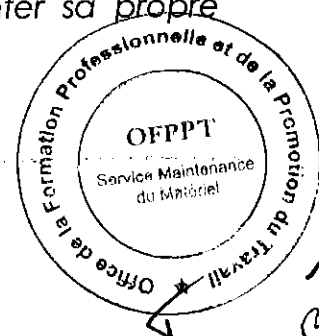


- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ; (3)
- 5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
- 7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
- 8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- 9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

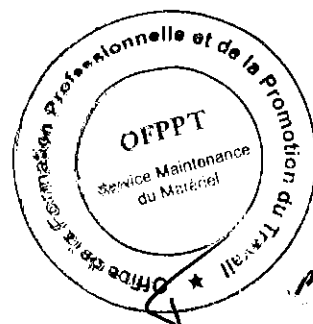
Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

- (1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
 - (2) à supprimer le cas échéant.
 - (3) Lorsque le CPS le prévoit.
 - (4) à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- (*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)**



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres ouvert n° ../ 2021.

Passé en application de l'article 7 «Marchés reconductibles», de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Entre les soussignés :

d'une part : -----

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part : -----

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification Fiscale

- ICE.....

- Représentée par : Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :

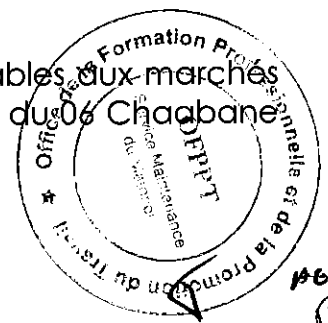
ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ

La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016).



ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).
- La loi n° 69-00, relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985, relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- Le décret royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

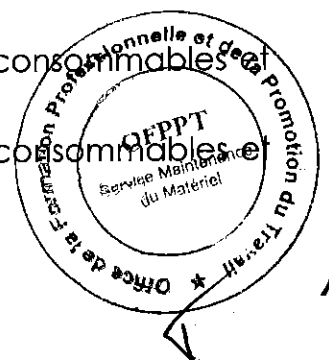
Le présent marché est à prix unitaires. Tous les prix sont rémunérés à l'unité. Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

Prix N°1 : UMF N°02 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°2 : UMF N°03 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°3 : UMF N°05 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°4 : UMF N°06 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.



Prix N°5 : UMF N°07 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°6 : UMF N°08 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°7 : UMF N°09 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°8 : UMF N°10 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°9 : UMF N°11 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°10 : UMF N°12 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°11 : UMF N°13 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°12 : UMF N°14 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°13 : UMF N°15 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°14 : UMF N°16 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°15 : UMF N°17 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°16 : UMF N°18 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°17 : UMF N°19 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

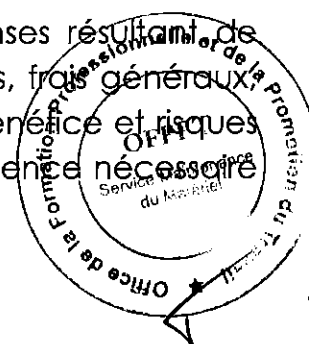
Prix N°18 : UMF N°20 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°19 : UMF N°21 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Prix N°20 : UMF N°22 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.



ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES.

Le prestataire de service doit acquitter les droits de timbre du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE N°7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période déterminée n'excédant pas l'année en cours. Il sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives. La durée du marché court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non-reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avant sa date d'échéance. Elle donne lieu à la résiliation du marché.

Pour les délais d'exécution des prestations objet de l'appel d'offres, il y a lieu de se conformer aux dispositions mentionnées aux articles n° 2 et 4 du chapitre II relatif aux clauses et prescriptions techniques et à l'article n° 8 pour les pénalités associées.

ARTICLE N°8 : PENALITES

A défaut pour le titulaire d'exécuter les prestations qui lui sont demandées dans les délais cités ci-après, il encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

-Mille (1000,00) dirhams par jour calendaire, en cas de retard pour la communication à l'OFPPT du planning de la maintenance préventive des 20 **Unités Mobiles de Formation** de l'OFPPT.

- Un pour mille (1/1000) par jour calendaire du montant total annuel TTC avec prise en compte des éventuels avenants et ce, par **Unité Mobile de Formation** concernée en cas de retard au-delà de vingt-quatre (24) heures suivant l'envoi d'un fax ou email à titre de rappel pour la maintenance corrective, des pannes de criticité **C1**.

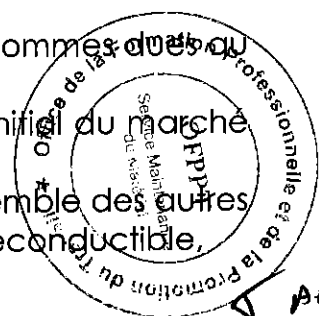
-Un pour mille (1/1000) par jour calendaire du montant total annuel TTC avec prise en compte des éventuels avenants et ce, par **Unité Mobile de Formation** concernée, si au bout de 48 heures la réparation corrective demandée n'est pas effectuée.

- Cinq cent (500,00) dirhams par jour calendaire en cas de réalisation au-delà de la date limite fixée pour chaque type d'entretien préventif. (Entretien mensuel : fin de mois, entretien trimestriel : fin de trimestre, entretien semestriel : fin de semestre, entretien annuel : fin d'année).

Le montant des pénalités sera, déduit d'office des acomptes des sommes dues au titulaire du marché,

Le montant global des pénalités est plafonné à 8 % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché reconductible,



Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE N°9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Quarante mille (40.000,00) Dirhams.**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains agrés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N°10 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Compte tenu de la nature des prestations, il n'est prévu ni délai de garantie ni retenue de garantie.

ARTICLE N° 11 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Compte tenu de la nature des prestations, les réceptions provisoire et définitive sont confondues. **Trimestriellement**, le maître d'ouvrage procède à la vérification de la conformité des prestations de services réalisées aux spécifications techniques du marché et vis-à-vis des règlements en vigueur, notamment les fiches de la maintenance préventive et corrective dûment signées par les deux parties (entreprise / OFPPT) et prononce, le cas échéant, la réception partielle des prestations concernés.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception.

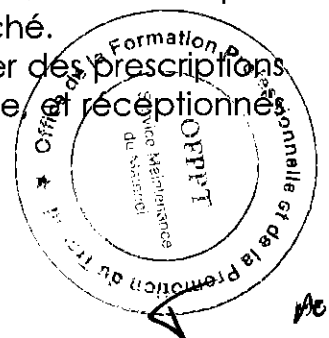
La dernière réception tient lieu de réception définitive du marché.

ARTICLE N°12 : MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur une base trimestrielle à terme échu et sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire de service après réception par le maître d'ouvrage des prestations objet du marché.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage, et réceptionnées conformes par ce dernier.



ARTICLE N°13 : SOUS -TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics de l'OFPPT. La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE N°14 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc, qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement, ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise, dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales. En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°15 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°16 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la fixation pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 136 du règlement des marchés de l'OFPPT.



ARTICLE N°17 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 25 du CCAG-T, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE N°18 : PROTECTION DES EMPLOYES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les choix des collaborateurs du titulaire et la protection de ses employés sont celles prévues par les dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-T.

ARTICLE N°19 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

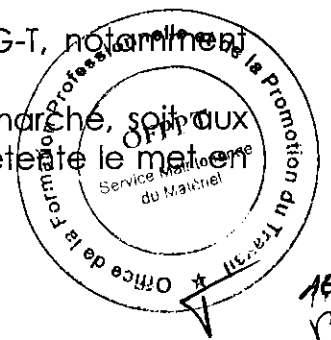
ARTICLE N°20 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) - CCAG-T et règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014)).

ARTICLE N°21 : MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-T, notamment celle prévues par son chapitre VIII.

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPT, l'autorité compétente le met en



demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

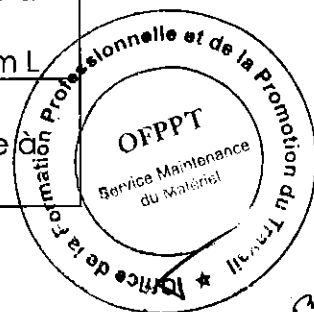
Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

CHAPITRE II : CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES :

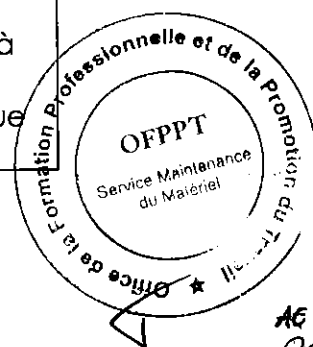
ARTICLE N°1 : LES UNITES MOBILES DE FORMATION CONCERNE

Ci-dessous la liste des vingt (20) UMF qui sont concernées par le présent AO :

N° EMF	Région	Commune	Type
2	Région Souss Massa	CR Idaougmad / Taroudant	MONO à Caisse non extensible
3	Région Fez-Meknès	CR Bouadel / Taounate	Dio (deux SR) Extension latérale à commande mécanique
5	Région Tanger-Tétouan-Al-Hoceima	ASILAH	Dio (deux SR) Double extension latérale à commande mécanique
6	Région Rabat -Salé-Kenitra	CR Dar El Gueddari/Kenitra	Mono double extension latérale à commande mécanique
7	Région Draa-Tafilalt	CR Alnif / Tinghir/ Errachidia	Mono double extension latérale à commande mécanique
8	Région Fez-Meknès	CR Oudka / Taounate	Mono double extension latérale à commande mécanique
9	Région Souss Massa	CR sidi Ahmed ou moussa / Tiznit	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
10	Région Drâa-Tafilalt	CR Ghessate / Ouarzazate	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
11	Région Souss Massa	Ouled taima / Taroudant	Mono double extension latérale à commande



			Hydraulique /13 m L
12	Région Rabat -Salé- Kenitra	Tamesna	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
13	Région de l'Oriental	CR Bni Drar (Oujda)	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
14	Région Rabat -Salé- Kenitra	CR Sidi Allal el bahraoui (Khmisset)	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
15	Région Settat- Casablanca	CR Aïn Harrouda casa	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
16	Région Beni mellal - Khenifra	CR ELKBAB /Khenifra	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
17	Région Rabat -Salé- Kenitra	CR Bouknadel / Salé	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
18	Région Tanger- Tétouan-Al- Hoceima	Bni gharfet larache	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
19	Région Beni mellal - Khenifra	Ouiaouizerth/azilal/Beni mellal khnifra	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
20	Région Beni mellal - Khenifra	Ouiaouizerth/azilal/Beni mellal khnifra	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
21	Région Laâyoune - Sakia El Hamra	ISTA laâyoune	Mono double extension latérale à télécommande électro- Hydraulique /13 m L
22	Région Marrakech- Safi	BOUCHANE	Mono double extension latérale à télécommande électro- Hydraulique /13 m L



NB : Vu que les UMF sont en déplacement fréquent, la commune d'affectation est donnée à titre indicatif.

ARTICLE 2 : PRESTATIONS ET MISSIONS :

✚ Disponibilité des UMF :

Le résultat de l'ensemble des actions du titulaire devra améliorer la disponibilité de l'ensemble des Unités Mobiles de Formation objet du marché.

1. Maintenance préventive :

La Maintenance préventive consiste à effectuer des interventions de contrôle, inspections, tests, réglages, mise au point voire remplacement de Pièces, afin de maintenir les Unités dans un état de fonctionnement normal et de prévenir les pannes dues à son vieillissement.

Une intervention de maintenance préventive inclut une vérification des caractéristiques techniques des unités, l'environnement, l'état physique, les ouvertures et fermetures, les vérins, les alimentations électriques, les connexions et le fonctionnement des systèmes installés dans les Unités et leurs composantes.

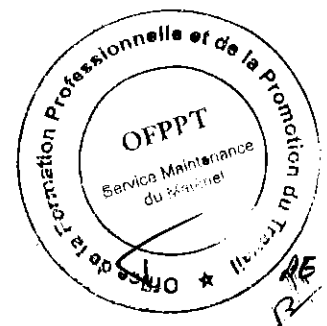
En outre, le Prestataire proposer à l'OFPPT une « Check-list de la maintenance préventive ». Chaque intervention de maintenance préventive donnera lieu au renseignement de cette liste et à sa signature par le représentant du maître d'ouvrage et par l'intervenant.

Lors des visites préventives, le Prestataire doit remonter tout dysfonctionnement constaté de tout matériel installé.

Une intervention de Maintenance préventive inclut :

❖ Pour les Unité mobiles : Vérification de l'état de l'unité mobile ainsi que l'ensemble des équipements installés (les équipements pédagogiques ne sont pas pris en compte dans le présent marché) ;

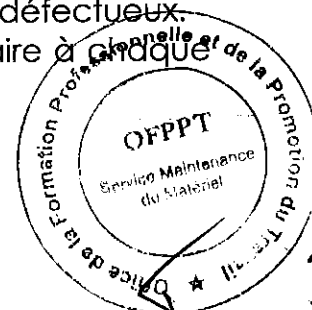
- Vérification de l'ajustage et de l'état des portes, système d'ouverture, fenêtres ;
- Vérification du fonctionnement des différentes serrures ;
- Recenser les éléments et les articles nécessitant un remplacement et les remplacer en cas de besoin (accessoires, poignée, serrure, bouton, charnière, tige, coulisse, paumelle, verrous, roulette, canon, accoudoir ...) ;
- Lubrification et graissage de système de guidage de l'extension, le cas échéant ;
- Changement des bandes d'usures des guidages, le cas échéant
- Contrôle de l'état des joints ;
- Vérification de l'étanchéité des unités ;
- Changement des joints défectueux ;
- Contrôle de l'état des fusibles et remplacement si besoin
- Contrôle du bon fonctionnement d'ouverture - fermeture
- Vérification des vis de fixation et resserrage si besoin
- Vérification contrôle du système d'extensible
- Vérification et contrôle des stabilisateurs ;
- Vérification et contrôle du système hydraulique
- Vérification et contrôle des escaliers et Hayon ;
- Changement des pièces défectueuses ;
- Nettoyage général de l'UMF (extérieur et intérieur) ;



- Traitement des parties corrodées et traitement antirouille et changement si c'est nécessaire ;
- La vérification de l'automatisme d'ouverture et fermeture de l'UMF, le cas échéant ;

❖ **Pour le système électrique :**

- Vérification des différentes sources d'énergie
- Test à vide
- Mesures et relevés
- Câbles de distribution et départs électriques :
 - o Vérification générale des câbles visibles et recherche d'anomalies,
 - o Présence de connexions nuées sous tension ou non protégées
- Chemins de câbles :
 - o Vérification des oranges de fixation, des mises à la terre des chemins de câbles
- Plinthe électrique :
 - o Organisation du câblage à l'intérieur de la plinthe électrique
 - o Renouvellement des accessoires de fixation défectueux
- Petit appareillage (prises de courant ondulées, prises de courant normales, interrupteurs,) : Inspection générale, recherche d'anomalies et correction des :
 - o Mauvaises fixations ou détériorations
 - o Blessures de câble ou mauvaises connexions
 - o Prises de terre défectueuses
 - o Pièces nues sous tension ou protégées
- Lustrerie :
 - o Vérification de l'état général des luminaires ;
 - o Changement des luminaires défectueux ;
 - o Dépoussiérage, nettoyage ;
 - o Vérification de l'état du support et de la qualité de la fixation ;
 - o Vérification s'il y a lieu de l'étanchéité, des auxiliaires d'allumage ;
- Onduleur, le cas échéant :
 - o Vérification de l'état de l'onduleur, chargeur, redresseur, bypass statiques y compris interconnexions, supports et raccordements,
 - o Vérification des ensembles de batteries, supports, liaisons et raccordements,
- Groupe électrogène :
 - o Entretien complet des groupes électrogènes (nettoyage complet, contrôle général, niveau de gasoil, Filtres, test électrique, contrôle des batteries...). Protection anticorrosion des parties métalliques.
 - o La vidange complète du groupe électrogène (changement d'huile et filtres huile et gasoil)
 - o Contrôle et tests nécessaires sur la partie automatisme de l'installation.
 - o Contrôle des voyants et remplacement des éléments défectueux.
 - o Les tests à vide du groupe électrogène devront se faire à chaque
 - o visite préventive.



❖ La Semi- Remorque :

- Châssis :
 - o Le contrôle technique du châssis
 - o Le serrage des boulons
 - o Le traitement et la peinture des zones corrodées
 - o Le nettoyage et le graissage
- Le système du freinage :
 - o Le contrôle, La vérification et la remise en état du système du freinage
 - o Le nettoyage des tambours ou le changement le cas échéant
 - o Le changement de la garniture du frein, le cas échéant
- Le système de suspension :
 - o Le contrôle, La vérification et la remise en état du système de la suspension
 - o Le contrôle et le changement des coussins d'air le cas échéant
 - o Le contrôle du circuit pneumatique y compris l'élimination des fuites et le remplacement des accessoires défectueux.
- Les essieux :
 - o Le contrôle, La vérification et la remise en état des essieux.
 - o Le contrôle de tous les pneus y compris le pneu de secours à savoir (la pression, les sculptures et l'usure de pneus ...), la réparation des crevaisons, la peinture des jantes et le resserrage des goudjons.
 - o Le contrôle des roulements
 - o Le serrage des boulons
- L'éclairage de la semi-remorque :
 - o Le contrôle, la vérification et la remise en état de toute la signalisation de la semi-remorque.

❖ La Climatisation, ventilation et chauffage (CVC)

- Nettoyage des appareils de climatisation, ventilation et chauffage
- Brossage et peinture des parties oxydées
- Vérification le niveau d'huile, du voyant du réfrigérant, du fluide frigorigène, de la résistance du carter, des purges, condenseurs à air, disjoncteurs, fusibles, interrupteurs, tensions d'alimentation électrique, des charges et du bon fonctionnement des expansions,
- Nettoyage ou changement des filtres à air, de l'écoulement des condensats, de l'évaporateur, des condenseurs à air, des condenseurs à eau et des tours de refroidissement,
- Vérification et serrage des câbles et connexions,
- Suppression éventuelle des vibrations de tuyauterie
- Graissage des paliers
- Relevé de la pression haute et basse, des intensités absorbées, des tensions,
- Relevé des températures et hygrométrie extérieures
- Relevé des températures à l'entrée et la sortie de l'évaporateur, des condenseurs d'eau, de l'eau glacée



- Vérification et étalonnage des thermiques
- Détartrage des condenseurs à eau
- Prélèvement de l'eau de refroidissement des circuits frigorifiques pour analyse.

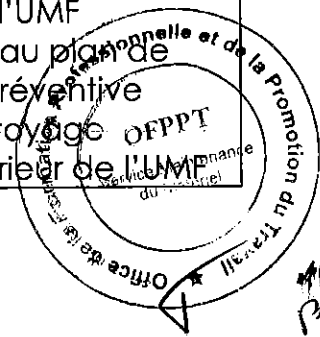
❖ **Habillage**

- Le contrôle de l'habillage et changement des parties usées selon le même modèle.

N.B :

- Les opérations de maintenance préventive susmentionnées sont données à titre indicatif et s'elles sont jugées non conforme aux instructions du constructeur et insuffisantes pour atteindre les objectifs du niveau de service du CPS, le titulaire est tenu de proposer un plan de la maintenance préventive et le valider avec l'OFPPT et ce, pour mise en œuvre et application dans le cadre du présent marché.
 - La visite d'entretien préventif inclut le déplacement de l'équipe y compris le transport de l'outillage adapté, des consommables, les prestations à réaliser et les documents à fournir ainsi que le temps de la main d'œuvre.
- Déroulement des prestations de maintenance préventive :
- Les équipes du titulaire assureront en coordination avec le représentant de L'OFPPT :
- La réalisation des actions préventives ;
 - Les diagnostics des dysfonctionnements ;
 - La formation des formateurs et utilisateurs sur la maintenance premier niveau ;
 - La protection et la préservation du bon fonctionnement des équipements dans les lieux d'intervention
 - Les essais après interventions ;
 - Le nettoyage après intervention ;
 - La gestion des déchets après intervention conformément aux normes en vigueur ;
 - Le suivi et la traçabilité des actions préventives ;
 - La rédaction des rapports d'intervention ;
 - Le respect des procédures et règlement de l'OFPPT lors de l'exécution des prestations.
- Organisation des interventions
- La fréquence de la maintenance préventive est :

Type de visite	Lieu	Fréquence	Description
Visite technique et nettoyage général	Lieu de l'UMF	2 fois par an	Les opérations d'inspection, lubrification de l'UMF conformément au plan de maintenance préventive. Ainsi que le nettoyage intérieur et extérieur de l'UMF.



Révision Annuelle	Atelier du prestataire	1 fois par an	Révisions générale de l'UMF
-------------------	------------------------	---------------	-----------------------------

NB :

- Le planning des visites préventives doit être arrêté en commun accord avec le maître d'ouvrage
- Comme les Unités Mobiles seront en déplacement dans plusieurs Communes, le Prestataire doit être plus flexible en termes de jour et d'heure de réception des Unités Mobiles pour la visite préventive.
- Le tractage des UMF vers l'atelier du prestataire est à la charge de l'OFPPT (la préparation des UMF pour le tractage est à la charge du prestataire).
- Le nettoyage de l'UMF doit être réalisé par un matériel dédié.
- Le prestataire est amené à utiliser un lubrifiant anti-adhérent et démoulant au niveau des guides des extensions et des tiges des vérins.

2. Maintenance corrective :

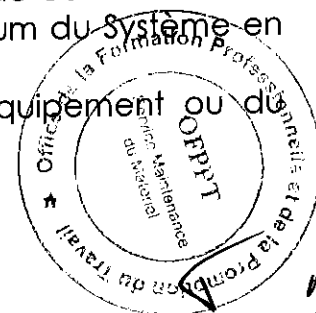
La Maintenance corrective consiste à effectuer des interventions sur les unités Mobiles dans les ateliers de prestataire ou sur site pour remettre les Unités ou un de leurs composants ou les équipements installés en état après un dérèglement, une dégradation physique ou une défaillance totale ou partielle, Pour chaque déclaration d'incident signalé et communiqué par l'OFPPT au prestataire, ce dernier est tenu d'exécuter les tâches suivantes :

- Réception et enregistrement de la demande ;
- Diagnostic et relevée des anomalies de l'incident déclaré ;
- Assistance téléphonique et dépannage à distance ;

L'intervention sur site ou dans les ateliers du prestataire selon l'urgence et la criticité ;

Réparation ou remplacement des pièces et composants défectueux par des pièces de rechange neuves, non utilisées et de la même marque d'origine ou marque équivalente ; (pièces : serrures, canon, charnière, paumelles poignets, serrures, détecteur, carte électronique, différentes type des lampes, contacteur, disjoncteur ballast, coude, tube pvc, extraction sanitaire, collecteur, siphon, mécanisme, toutes type des robinets, radiateur, ventouse, moto ventilateur, moteur, pompes, piston, distributeur, câble électrique, câble informatique, câble de camera, tube en cuivre, sonde, capacité compresseur, prise, coffret, batterie, afficheur, turbine, vanne à quatre voix, pièce de fixation, mécanisme, lames, glissières, pièces d'usure, revêtement, panneaux solaires, onduleur, régulateur, pièces mécaniques, carte électronique, connecteur,.....etc.

- Diagnostic des incidents et identification de leurs causes ;
- Correction des incidents par la réparation ou le remplacement du Matériel ou de la Pièce défectueuse, mise en place de solutions de contournement (solution provisoire permettant un fonctionnement minimum du système en attendant d'effectuer les réparations...)
- Vérification du bon fonctionnement des unités, de l'équipement ou du composant réparé.



- Établissement d'un rapport d'intervention en renseignant de façon précise et complète les rubriques de la « Fiche de maintenance corrective » et l'envoyer au Maître d'ouvrage dans la journée pour clôturer l'incident.

➤ Organisation des interventions

- Déclaration de l'Incident

En cas d'Incident, le maître d'ouvrage contact le correspondant du Prestataire par téléphone ou par courrier électronique pour intervenir dans les délais contractuels. Le maître d'ouvrage doit par la suite confirmer par l'envoi de la fiche de déclaration d'incident par e-mail. En cas d'urgence, le Prestataire ne doit en aucun cas attendre l'email de confirmation pour intervenir.

- Délais d'intervention et de réparation

Le Prestataire ne peut se prévaloir de l'indisponibilité du personnel, du matériel ou d'accessoires pour ne pas respecter les délais d'intervention et de réparation.

Les délais d'intervention débuteront à partir du moment où le diagnostic de l'unité mobile a été réalisé et que la source des causes détectée. Cette première étape permettra au prestataire de dépêcher sur le site d'intervention l'équipe mobile équipée pour résoudre le problème. Le maître d'ouvrage sera avisé des résultats du diagnostic.

Etant donné la nature des Unités mobiles objet du présent contrat, certaines interventions nécessitent du matériel lourd et des installations techniques spécifiques. Dans ces cas les interventions se feront dans les sites de prestataire.

➤ Périmètre géographique :

Au vu du déplacement des unités mobiles sur l'ensemble du territoire marocain, le Contrat couvre l'ensemble du royaume. et Le prestataire devra dépêcher son équipe mobile pour intervention sur site.

3. Assistance à chaque déplacement de l'UMF :

Le prestataire est amené à assister lors du déplacement des UMF en assurant :

- La préparation de l'UMF pour le tractage vers la nouvelle commune
- La vérification du nivellement du sol
- La correction du niveau de sol via des cales convenables (les cales seront à la charge du prestataire)
- L'ouverture, le contrôle et la préparation de l'UMF pour la formation
- Le branchement électrique de l'UMF
- Le remplissage du réservoir d'eau

Le maître d'ouvrage contactera le correspondant du Prestataire par téléphone ou par courrier électronique pour dresser en commun accord un planning pour le déplacement des UMF de Formation.

ARTICLE 3 : PIECES DE RECHANGE & CONSOMMABLE :

- Les pièces d'usure et le consommable qui sont dédiés à la maintenance préventive sont à la charge du titulaire et doivent être listée au niveau de l'offre technique.



- L'achat des pièces de rechange nécessaire pour la maintenance corrective est à la charge du prestataire
- L'achat des pneus est à la charge de l'OFPPT sauf qu'en cas d'urgence signalé (par exemple crevaison grave, explosion du pneu en route) par les entités responsables de l'OFPPT, Le titulaire doit prendre les mesures qui s'imposent pour assurer le changement du pneu en question jusqu'à l'acquisition d'un nouveau pneu par l'OFPPT.
- Le démontage, l'installation des nouvelles pièces et la mise en service des équipements après ce remplacement et à la charge du titulaire.

ARTICLE 4 : DELAI ET LIEU D'INTERVENTION :

Les prestations doivent être exécutées à travers le royaume si nécessaire et selon la nature d'interventions et selon les modalités précisées ci-dessous.

1-Horaires d'intervention :

Le prestataire devra s'adapter aux horaires du Maître d'Ouvrage en cas de changement d'horaires.

2-Définition des jours et heures ouvrées

Les jours ouvrés sont les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, hors jours fériés

Les horaires du travail sont de 8h 30 à 16H30

Les interventions de maintenances préventive seront principalement programmées pendant les heures ouvrées

Les opérations de maintenance qui mettent en cause la sécurité ou le déroulement des activités de l'OFPPT sont également réalisées en dehors de ces horaires en coordination avec le responsable de l'unité où il y aura l'intervention.

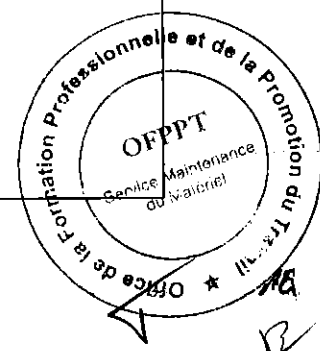
Dans les cas d'urgence, l'OFPPT fait appel au prestataire en dehors de ces horaires y compris le samedi et dimanche.

Niveau de criticité

Les défaillances sont classées selon 2 niveaux de criticité.

Ces criticités déterminent les performances attendues en termes de réactivité en cas d'anomalie.

Niveaux	Installations	A titre indicatif
Niveau C1 : très critique	Dont toute défaillance peut remettre en cause l'activité du site ou la sécurité des personnes et des biens.	<ul style="list-style-type: none"> - Coupure d'électricité générale : toute l'unité est hors service -Fuite majeure ou inondation -Odeur de fumé -Risque de chute - Porte d'entrée bloquée, -Extensible bloqué ; -Panne de route -Crevasion



Niveau C2 : critique	Dont toute défaillance peut affecter les conditions de confort ou de fonctionnement d'une zone. Autres défaillances mineurs	Signalétique extérieur (éclairage...) Défaillance d'un ou de plusieurs éléments d'alimentation au niveau utilisateur : prises de courant, câble ... Climatisation Fuite qui ne cause pas de dégâts Problème au niveau du Canon, serrure, paumelle, faux plafond Eclairage intérieur : lampes grillées, niveau d'éclairage Changement accessoires, etc.
----------------------------	--	--

❖ **Délai d'intervention :**

- Le délai d'intervention est le délai compris entre le moment où le prestataire est averti d'une demande d'intervention et le moment où il est sur les lieux pour effectuer le dépannage.
- Le Délai de remise en service : il s'agit de la durée maximale de l'intervention ou de dépannage nécessaire pour remettre en service l'installation, à compter du moment où le prestataire est averti de la panne.
- Le Délai de remise en état : La remise en état définitive de fonctionnement s'étend comme remise en état permanent de retrouver les installations selon leurs spécifications initiales. Ce délai court à compter d'un constat contradictoire pour effectuer la remise en état définitive.

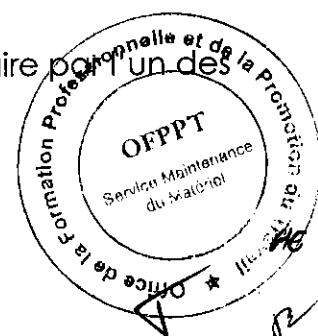
Ces délais peuvent être prolongés par l'OFPPT sur propositions du prestataire ; en fonction :

- Délai d'approvisionnement
- Dans le cas où les réparations nécessitent des travaux de manutentions et des autorisations spéciales.

Après la déclaration de l'incident par l'OFPPT, le prestataire s'engage à intervenir sur l'installation et la réparer, dans les délais indiqués dans le tableau ci-après dans les villes où il est installé.

Niveau de la panne	Délais d'intervention	Délais de remise en service	Délai de remise en état
C1	24h	48h	5 jours ouvrés
C2	A programmer en commun accord avec l'OFPPT	A programmer en commun accord avec l'OFPPT	A programmer en commun accord avec l'OFPPT

La demande de l'intervention sera envoyée par l'OFPPT au prestataire par l'un des moyens de communications suivants : Téléphone, Fax, E-mail, ...



ARTICLE 5 : OBLIGATION DU TITULAIRE

- Le prestataire s'engage au niveau du présent marché à maintenir les unités mobiles, en bon état de fonctionnement et de remédier à toute défaillance éventuelle.
- Il doit également mettre à la disposition de l'OFPPT tous les moyens dont il dispose pour réaliser la prestation requise dans les meilleures conditions (centre d'appel, ressources humaines de qualité, mobilité efficiente, etc.).

➤ Fourniture de l'outillage

- Le prestataire assure à ses frais, et sous sa seule responsabilité, la fourniture de l'outillage courant ou spécialiste et les appareils de mesure et de contrôle nécessaires à son activité.
- A ce titre, chacun des techniciens du prestataire sera doté des matériels de dépannage et de mesure qui lui seront nécessaires

➤ Fourniture des moyens de communications

- Le prestataire met en place les moyens de communications nécessaires (équipement portatifs, téléphone portable. ;) Pour permettre à chaque intervenant du prestataire d'être joignable à tout moment par le personnel de l'OFPPT ;

➤ Interlocuteur du prestataire

- Le prestataire s'engage à désigner pour la réalisation des prestations un interlocuteur privilégié parmi ses collaborateurs

➤ Réunion de travail

- Une réunion sera tenue avant le démarrage du contrat entre les chefs de projets ; les chefs d'équipes du prestataire et les représentants de l'OFPPT pour étudier les différentes clauses du contrat et mettre en place une démarche d'exécution des travaux de maintenance.
- Le prestataire et le représentant de l'OFPPT se réunissent périodiquement dans le cadre de réunions de suivi de l'avancement des prestations, de sorte que chacune des parties soit informée de l'avancement des prestations par rapport au planning, ainsi que des éventuels problèmes rencontrés. Le nombre et les dates seront arrêtés en commun accord entre les deux parties.

➤ Gestion du stock :

- Le prestataire prendra en charge l'achat et la gestion du stock des pièces nécessaires à ses interventions ;
- Ce stock devra permettre l'entretien normal et le renouvellement des pièces défectueuses dans le cadre des prévisions que le prestataire sera tenu d'établir dès le début du contrat ;
- Les stocks de Pièces ou Matériel de rechange sont constitués, financés et gérés par le Prestataire.



- Le stock de Pièces ou de Matériel de rechange, assuré par le Prestataire, doit couvrir au minimum les quantités nécessaires à la gestion des urgences.
- Le Prestataire installera exclusivement des Pièces, sous-ensembles de Pièces, ou Matériel de rechange d'origine Constructeur, neufs ou reconditionnés, testés, en bon état de fonctionnement. Le non-respect de cette obligation est considéré par le maître d'ouvrage comme manquement grave et pourra déclencher le processus de résiliation conformément à l'article « Résiliation ». En tout état de cause, le Prestataire a l'obligation de changer à ses frais toutes les pièces et Matériel de rechange non-conformes à l'origine constructeur sur simple demande du Maître d'ouvrage.
- Le prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une rupture de stock pour justifier d'un manquement grave de ces obligations.

➤ **Astreinte :**

- Le prestataire mettra à la disposition du Maître d'Ouvrage 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, un service d'astreinte, inclus dans le forfait, chargé d'intervenir dans les meilleurs délais sur simple appel des responsables de l'OFPPT.

➤ **Assistance à la visite technique, le cas échéant :**

- Le prestataire est amené à assister l'OFPPT lors de la visite technique et à réparer les anomalies réclamées par les centres des visites technique.

➤ **Descriptif de la prestation de maintenance :**

La prestation demandée au titulaire par l'OFPPT se décline en trois volets :

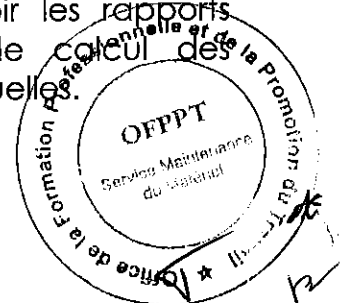
- Intervention pour la maintenance préventive ;
- Intervention pour maintenance curative ;
- La remise en état.

ARTICLE 6 : RAPPORTS & VALIDATION

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu d'établir les rapports et le tableau de bord nécessaires à la bonne évaluation des services qu'il prodigue. Il tiendra mensuellement un rapport d'activité détaillant l'ensemble de son action dans le cadre de cet accord. Le canevas du rapport d'activité et les méthodes de calcul des indicateurs du tableau de bord devront être communiqués à, partagés avec et validés par l'OFPPT.

Des réunions mensuelles seront tenues au niveau du siège OFPPT en présence des représentants de l'OFPPT et ce, pour valider tous les documents précités et notamment le rapport d'activité par une analyse de l'ensemble des activités réalisées durant le mois concerné.

N.B.: Le titulaire est tenu de communiquer à l'OFPPT le nom et les compétences du responsable chargé de la coordination, le suivi et la gestion du marché, ce dernier est responsable de la préparation des documents nécessaires à la réception des prestations de maintenance objet du présent marché à savoir les rapports d'activités mensuels, factures mensuelles et les méthodes de calcul des indicateurs du tableau de bord et devra assister aux réunions mensuelles.



ARTICLE 7 : MOYENS D'EXECUTION

Le titulaire est tenu de mettre, pour l'exécution des prestations, tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer une très bonne qualité de sa prestation, dans le respect total de toute réglementation en vigueur en relation avec l'exécution du présent marché, notamment :

Moyens humains : effectifs dotés des qualifications adéquates ;

Moyens matériels : équipements de protection individuel et outillage qualifié et requis ;

Moyens de transport et de déplacement ;

Le titulaire ne pourra jamais, à cet effet, se prévaloir de manque d'effectif et de matériel pour justifier une prestation autre que celle souhaitée par l'OFPPT.

ARTICLE 8 : CONDITION DE REALISATION DES PRESTATION

Les renseignements techniques et les indications données dans le dossier de consultation n'ont qu'un caractère indicatif dont l'appréciation est laissée au titulaire qui a la liberté de les contrôler par toutes enquêtes et mesures voulues.

D'une manière générale, le titulaire ne peut élever aucune réclamation, ni ne demander aucune indemnité au cas où il estimait que, du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévus par suite de mésestimation des risques ou toutes sujétions.

Le titulaire est réputé avoir étudié toutes les conditions d'exécution du marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions.

ARTICLE 9 : DOCUMENTATION TECHNIQUE DE MAINTENANCE

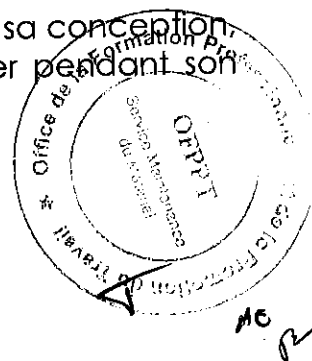
Elle est organisée en dossier par Unité Mobile. Chaque dossier comprend (supports papier et informatique) :

- Le nom de l'intervenant spécialiste, ayant en charge le suivi permanent des prestations,
- Le planning de maintenance préventive (entretien complet),
- Les procédures de maintenance préventive et corrective,
- Les rapports d'intervention préventive et corrective,
- Historique des équipements (date et cause des incidents et pannes, pièces remplacés, réparations effectuées, ...).

Toutes les opérations de maintenance (préventive ou corrective) doivent être renseignées dans un carnet d'entretien. La mise à jour de la documentation est à la charge du prestataire.

ARTICLE N°10 : GARANTIE

Le titulaire garantit que toutes les pièces livrées en exécution du marché sont d'origine, de bonne qualité et n'auront aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à sa mise en œuvre qui peut se révéler pendant son utilisation normale.



ARTICLE N°11 : BREVETS.

Le titulaire garantira l'O.F.P.P. T, contre toute réclamation des tiers, touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création industrielle, résultant de l'emploi de la fourniture ou d'un de leurs éléments au MAROC.

ARTICLE N°12 : CONTROLE ET VERIFICATION

Le Maître d'ouvrage aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les prestations et fournitures associées pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'OFPPT notifiera par écrit au titulaire du marché l'identité de ses représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des prestations et fournitures associées contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'OFPPT la refuse ; le fournisseur devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'OFPPT.

Le droit du maître d'ouvrage de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les prestations et fournitures associées ne sera en aucun cas limité, et le maître d'ouvrage n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

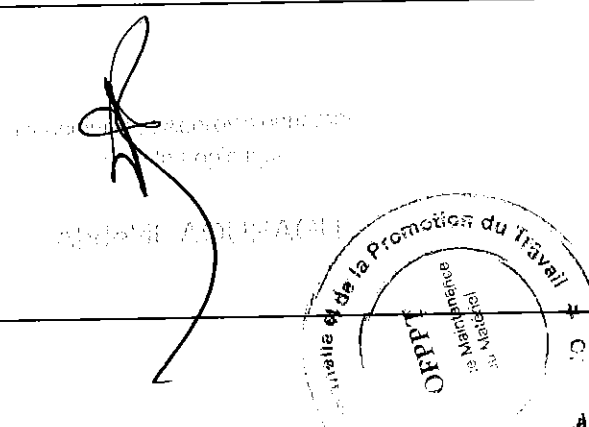
Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le fournisseur de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE N° 13 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire du marché s'engage à remplir les obligations inhérentes aux fonctions dont il est investi, à observer pendant la durée du marché, comme après son expiration, la discrétion la plus absolue à l'égard de tous faits et informations dont il aura eu connaissance en raison de l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE N°14 : RESPONSABILITE DE LA SOCIETE

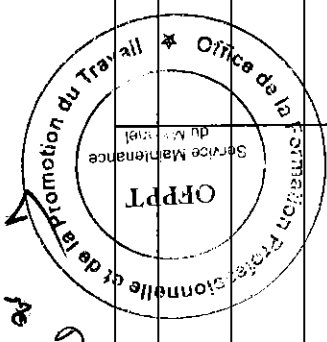
Le titulaire du marché répond des faits et fautes de ses préposés, ayant entraîné un préjudice quelconque à l'OFPPT et au personnel et partenaires de celui – ci.

LE CONCURRENT	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

OBJET : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPT

Prix N°	Désignation	Unité	Qté	PU HT	Prix Total HT
1	<u>Prix N°1 :</u> UMF N°02 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
2	<u>Prix N°2 :</u> UMF N°03 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
3	<u>Prix N°3 :</u> UMF N°05 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
4	<u>Prix N°4 :</u> UMF N°06 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.	U	4		
5	<u>Prix N°5 :</u> UMF N°07 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
6	<u>Prix N°6 :</u> UMF N°08 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
7	<u>Prix N°7 :</u> UMF N°09 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.	U	4		
8	<u>Prix N°8 :</u> UMF N°10 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.	U	4		
9	<u>Prix N°9 :</u> UMF N°11 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.	U	4		
10	<u>Prix N°10 :</u> UMF N°12 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
11	<u>Prix N°11 :</u> UMF N°13 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
12	<u>Prix N°12 :</u> UMF N°14 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
13	<u>Prix N°13 :</u> UMF N°15 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et pièces de rechange.	U	4		
14	<u>Prix N°14 :</u> UMF N°16 : Maintenance Multiethnique, y compris les consommables et	U	4		



	pièces de rechange.				
15	<u>Prix N°15</u> : UMF N°17 : Maintenance Multiethnique, Y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
16	<u>Prix N°16</u> : UMF N°18 : Maintenance Multiethnique, Y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
17	<u>Prix N°17</u> : UMF N°19 : Maintenance Multiethnique, Y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
18	<u>Prix N°18</u> : UMF N°20 : Maintenance Multiethnique, Y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
19	<u>Prix N°19</u> : UMF N°21 : Maintenance Multiethnique, Y compris les consommables et pièces de rechange	U	4		
20	<u>Prix N°20</u> : UMF N°22 : Maintenance Multiethnique, Y compris les consommables et pièces de rechange.	U	4		

Montant total HTVA

Montant TVA (.....%)

Montant total TVA comprises

(1) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)

